



## **Patrick Rajoelina et Joël Andriantsimbazovina**

Le 17 novembre prochain, nous aurons à nous prononcer sur la nouvelle Constitution qui va ouvrir la voie à toutes les institutions de la IVème république et nous ramener dans le concert des nations à l'issue du processus électoral qui va suivre.

Le calendrier du processus constituant a pu être tenu. Un projet de Constitution est soumis à l'approbation du peuple Malagasy.

Comme tout projet de ce type, celui-ci est sans doute perfectible. Nous le savons d'autant plus que, pour des raisons indépendantes de notre volonté, nous n'avons pu participer à la finalisation de la rédaction du projet de Constitution. Mais, le temps n'est pas aux polémiques et aux querelles fratricides. Il est temps d'avancer vers la sortie de crise. Au nom de l'intérêt supérieur de notre Nation, on doit en effet sortir de cette crise institutionnelle qui paralyse notre Pays depuis près de deux ans.

Voter OUI car il nous faut poursuivre rapidement notre route vers la normalisation institutionnelle. Ce référendum constitutionnel en est la première étape. Viendra ensuite le processus électoral avec les élections municipales (10 décembre 2010), législatives et présidentielles. Le calendrier doit être tenu pour la crédibilité et l'intérêt de notre Pays. Nos compatriotes veulent en finir au plus vite avec cette crise dont, au fond, on ne comprend plus très bien les enjeux réels... pour le Pays !

Voter OUI car il faut que la vie économique reprenne au plus vite. Il faut que notre fonction publique puisse travailler sereinement et avec des moyens humains et matériels au service de

nos concitoyens. Il faut enfin que notre Pays se présente dignement face à la Communauté internationale. Ce point de passage obligatoire (le référendum et les élections municipales, législatives et présidentielles qui vont suivre) est indispensable à notre retour « à la normale démocratique ».

Certains de nos compatriotes ne partagent pas ce point de vue. Ils n'acceptent pas ce calendrier. Ils n'apprécient pas ce texte ou tout simplement ne veulent pas de ce « retour à la normale ». Quelques uns ont intérêt (lequel ?!) à ce que la crise se prolonge éternellement. Ils ont leurs raisons. Alors, ils voteront « non » ! Chacun est libre.

Pour notre part, en tant que juristes, membres du Comité consultatif constitutionnel (CCC), chacun d'entre-nous appelle à voter oui. Nous : Patrick Rajoelina, au titre de président du mouvement civique FANORENANA (fondé le 29 mars 2000) qui, récemment s'est battu pour la liberté de la presse et a obtenu, le 9 septembre dernier, la libération des dix journalistes de la radio Fahazavana (dont, d'ailleurs, on ne partage pas toujours les idées !) et Joël Andriantsimbazovina, au titre de président délégué du Cercle des constitutionnalistes, association savante pour la promotion du progrès constitutionnel au profit du plus grand nombre, nous appelons à voter OUI.

Le temps des patriotes est venu ! Dans la tourmente que notre pays connaît depuis plusieurs mois, c'est aujourd'hui aux citoyens malagasy épris de paix et soucieux de l'avenir prospère de la terre de nos Ancêtres de donner de la voix. Faisons respecter notre Nation et la dignité des Malagasy.

Votons massivement OUI le 17 novembre prochain !

Ho an'ny Tanindrazana !



**Par Patrick RAJOELINA,**  
**Président du mouvement civique FANORENANA,**  
Juriste

**Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA**  
**Président délégué du Cercle des constitutionnalistes,**  
**Professeur agrégé des facultés de droit**